

Ces fondamentaux de l'économie française qui pourraient bien déjouer l'optimisme des chefs d'entreprise pour 2020



Les chefs d'entreprise se repassent en boucle les résultats optimistes du baromètre Eurogroup, mais évitent d'évaluer les contraintes structurelles macro-économiques qu'on ne réussit pas à réformer.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Le baromètre annuel réalisé par Eurogroup Consulting réalisé en collaboration avec BFM Business, donne une image des chefs d'entreprise très optimistes sur la situation de l'économie pour 2020 et 2021. Tous les clignotants sont au vert : emploi, investissement, croissance, marchés boursiers, chiffre d'affaires, exportations, attractivité, résultats... Cela dit, on s'aperçoit que d'une part le climat social et agité ne semble pas avoir trop d'effet. D'autre part, les chefs d'entreprises n'intègrent pas la difficulté que peut avoir ce pays à surmonter ses handicaps structurels.

1er point : la 13e Edition du baromètre des grandes entreprises de Eurogroup consulting et les premiers baromètres sur les PME et ETI françaises réalisés par ViaVoice donnent l'image de chefs d'entreprise plutôt satisfaits de l'année 2019 et optimistes pour 2020. Consulting group et de June, les auteurs des deux études, considèrent que : « Les entreprises sont engagées dans des projets d'envergure, ambitieux avec une vision de moyen long terme, pour les PME et les ETI, que les carnets de commandes sont plutôt bons avec deux thématiques qui s'imposent aux dirigeants, la révolution numérique et le capital humain. »

De fait, 92 % des patrons des grandes entreprises ont vu en 2019 leurs indicateurs soit s'améliorer, soit se stabiliser (contre 89 % un an plus tôt), quand 85 % de ceux des PME et ETI jugent leurs performances de l'année passée « très bonne » ou « plutôt bonne ». 70 % se déclarent optimistes pour 2020. On retrouve donc des niveaux de confiance identiques à ceux d'avant la crise de 2008.

La digitalisation des métiers et la prise en compte de l'impact environnemental des entreprises a pris une place centrale dans les stratégies comme moteur de la transformation et de la croissance. Ce ne sont plus des défis, ce sont des enjeux et des leviers de développement.

2e point. Ces résultats tombent le jour où EY publie son enquête sur l'attractivité des pays, d'où il ressort que la France est désormais le pays en Europe où l'attractivité est la plus forte pour les investissements étrangers. La France est désormais devant l'Allemagne et devant la Grande Bretagne.

3e point, ces résultats ne manquent pas de soulever quelques interrogations. D'abord, parce que cet optimisme n'est pas partagé par les grandes organisations internationales qui craignent et qui attendent un retournement du cycle économique dans le monde. Pas seulement parce qu'il y a beaucoup d'incertitudes géopolitiques, des risques protectionnistes aussi mais parce que l'économie mondiale est boostée par l'économie américaine et les banques centrales qui continuent de sortir des taux d'intérêt zéro. Le résultat est qu'il y a de l'argent, il y a de l'épargne et de la dette qui cherchent des opportunités d'investissements rentables et où les trouver ailleurs que dans les grandes entreprises?

Pour la France, les résultats très bien orientés en dépit du climat social très détérioré, provient du fait que les entreprises sont mondiales pour les plus grandes et provinciales pour les PME et ETI. En dehors de Paris et depuis la fin des gilets jaunes, les

mouvements de protestation contre la réforme de la retraite ne gênent principalement que les Franciliens et ceux qui empruntent beaucoup le train. Les autres regardent les manifestations à la télévision.

4e point, il existe néanmoins une contradiction entre la perspective conjoncturelle et la réalité structurelle. La réalité structurelle est très claire. La France est le pays occidental développé où le chômage reste le plus élevé (chômage structurel pour défaut de formation), où la durée hebdomadaire du travail reste la plus courte (35 heures) et où la date de départ à la retraite est la plus jeune (62 ans), elle est de 65 et plus dans tous les autres pays développés. L'axe qui domine le système économique français, c'est le non-travail, chômage indemnisé oui, horaires, congés et retraites. La conséquence est que nous avons un montant de dépenses publiques et sociales colossal avec une dette qui dépasse depuis cette année les 100 % du PIB. La France peut croire qu'elle est un des pays les plus intelligents du monde, il n'empêche qu'elle hypothèque son avenir sans pouvoir redresser ses structures économiques et sociales.